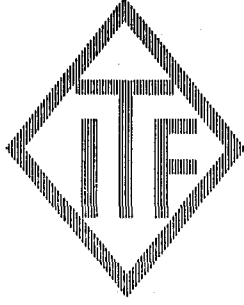




FASCISME

N°6

Amsterdam, le 23 mars 1935.



La Sarre ne votera pas. (I.T.F.) Le 13 janvier, 528.000 électeurs du territoire de la Sarre ont décidé sur la question qui leur avait été posée par la propagande nationale-socialiste: Retour ou non au Reich. 90% des votants se sont prononcés, malgré Hitler, pour le retour immédiat de la Sarre à la patrie allemande.

Aussitôt que le résultat du vote fut connu, le gouvernement nazi a fait savoir à la presse étrangère que prochainement des élections au Reichstag auraient lieu auxquelles la Sarre participerait. Le ministère de la Propagande s'est cependant rendu compte à temps de ce que les citoyens de la Sarre s'étaient prononcés le 13 janvier pour l'Allemagne et non pas pour le national-socialisme. Il n'y a pas eu d'élections de députés de la Sarre à ce que s'appelle le Parlement. Hitler a simplement désigné 8 Sarrois, à la tête le gros industriel Röchling, comme députés de la Sarre.

La crainte d'une démonstration des travailleurs de la Sarre contre le national-socialisme a donné lieu à la dictature de prendre une nouvelle mesure de précaution. Il n'y aura pas dans la Sarre d'élections d'hommes de confiance. La loi sur la réglementation du travail national, loi d'asservissement, est déjà entrée en vigueur dans la Sarre. Là aussi "le chef de l'entreprise décide vis-à-vis du personnel dans toutes les questions touchant l'entreprise", encore qu'il ne puisse pas jusqu'à nouvel ordre dicter de contrat d'entreprise. Seulement les dispositions de la loi, concernant les Conseils de confiance, n'ont pas été mises en vigueur dans la Sarre. L'Office du Front allemand du travail a déclaré que "la création de conseils de confiance dans la Sarre demande une préparation minutieuse". Les Nazis craignent l'opinion des syndicalistes sarrois, même après l'anéantissement des syndicats libres et chrétiens.

Propagande intensifiée. (I.T.F.) L'échec infligé aux Nazis par le personnel des principales entreprises allemandes en 1934, lors des élections des conseils dits de confiance, a donné lieu cette année au Front allemand du travail à des précautions particulières. Toutes les élections auront lieu ensemble les 12 et 13 avril. Les employeurs devront dresser jusqu'au 28 mars l'unique liste de candidats au sujet de laquelle le vote aura lieu (Si cela leur semble opportun, ils peuvent demander l'avis, avant de rédiger la liste, du président des cellules d'entreprise). La propagande qui relève cette année du ministre

de la Réclame, le Dr. Goebbels, commencera-- ainsi que l'annonce le Front du travail-- brusquement le 2 avril pour arriver à son apogée les 9 et 10 avril. Les Führer de premier plan du mouvement nazi et du front du travail seront les orateurs. Cette propagande intensifiée est destinée à intimider les salariés.

Les contrats d'entreprise "défectueux". (I.T.F.) Les 12 et 13 avril des élections auront lieu dans les entreprises occupant plus de 20 salariés, les candidats aux conseils de confiance, placés par l'employeur sur une unique liste. "En vertu de la loi, le chef de l'entreprise fait partie du conseil de confiance. Son travail, son activité pendant l'année écoulée se trouve donc au premier plan à l'occasion des élections." (Manifeste du Dr. Ley à propos des élections.)

Pendant l'année écoulée, les employeurs allemands ont imposé les contrats d'entreprise; ces contrats sont donc à présent soumis aux critiques des salariés. Se former une opinion sur ces contrats ne saurait être difficile. Même le chef du Front allemand du travail pour le district de Westphalie a dû constater que "les contrats d'entreprise mis en vigueur laissent encore beaucoup, beaucoup, pour ne pas dire tout à désirer..... Les contrats défectueux... sont la grande majorité." (Der Ruhrarbeiter, organe officiel du Front du travail pour la Westphalie N° 4, 1935).

Le ministère de la Propagande devra "élaborer" à fond les résultats des élections avant de pouvoir se risquer à une publication. On se rappelle qu'en 1934 la publication des résultats a dû être interdite.

La force par la joie. (I.T.F.) Les excursions et les autres initiatives de la société récréative "Kraft durch Freude" (la force par la joie) sont destinées à consoler les ouvriers allemands du renchérissement de la vie et des réductions de leurs salaires. Lorsqu'ils ont affaire à des travailleurs ayant eu une formation syndicaliste, cette duperie ne réussit pas aux Nazis.

Lorsque par exemple dans une réunion du personnel du grand commerce de fer hambourgeois Nagel & Kamp, tenue au début de mars, un orateur présenta un rapport sur les programmes d'excursions et de voyages de la société récréative "Kraft durch Freude", plusieurs membres du personnel invitèrent l'orateur à présenter, au lieu de faire de la réclame pour ces voyages, des propositions pour une augmentation des salaires et traitements. Après cette réflexion la réunion prit fin remarquablement vite. Dans son mot de clôture, le rapporteur déclara qu'il fallait d'abord que tous les chômeurs aient du travail et qu'ensuite on procéderait à la grande amélioration des salaires. Ce prétexte fut accueilli avec hilarité par l'assemblée.

Un maître d'hôtel n'a pas besoin de dormir. (I.T.F.) La société récréative "Kraft durch Freude" a affrété le S.S. "Oceana" de la "Hamburg-Amerika-Linie". Ce paquebot effectuera, avec un chargement complet de 640 passagers, membres de la société récréative, un voyage au Portugal. La direction du Front du travail espère que le Portugal fasciste ne se livrera pas à des démonstrations contre le pavillon de l'asservissement ouvrier. Dans les pays démocratiques les escales semblent par trop risquées. Les passagers sont des ouvriers et employés choisis d'un commun accord par le Front du travail et les employeurs. Une troupe spéciale de S.A. de bord est appelée à garder l'ordre sur le navire.

La direction de la section des voyages de la société récréative "Kraft durch Freude" se trouve entre les mains d'un ancien employé supérieur de l'Association des organisations patronales allemandes. Il n'est pas étonnant de voir cette direction faire la recommandation qu'on n'ait pas d'égards spéciaux pour l'équipage. Dans un article de propagande cette direction déclare : " Sur les navires occupés au complet il n'est pas rare que les maîtres d'hôtel n'aient pendant 10 jours que 19 heures de repos. Les soins pour le passager passent pour eux avant toute chose, que ce soit le jour ou la nuit. Pour ce voyage précisément, ce sera la loi!" ("Angriff" N° du 1er mars 1935).

Suivant les conceptions nationales-socialistes, 19 heures de sommeil pendant 10 jours suffisent pour " la force par la joie".

Les dupes du "Arbeitsdank". (I.T.F.) Le service du travail est un "service d'honneur de la nation". Celui qui a fait son devoir au service du travail reçoit un certificat qui lui donne certains privilèges pour avoir un poste par l'intermédiaire des bureaux de placement. Ainsi écrivaient en janvier 1935 encore les feuilles volantes et les périodiques de la Jeunesse hitlérienne et du Front allemand du travail. Entretiens cependant, le 1er avril approche; 50 à 60.000 jeunes chômeurs quitteront à cette date les camps du travail pourvus du certificat en question. Au 1er octobre il y en aura 100.000 autres. Seulement, il n'est pas possible de leur procurer un travail régulier. "Il est pour le moins prématuré de se vanter d'avoir des droits pour avoir accompli son travail.....L'opinion largement divulguée que le certificat du service du travail donne droit à un placement immédiat n'est vraie que dans le cadre des possibilités." (Service d'information du Front allemand du travail, mars 1935).

Ceux qui sont libérés du service du travail doivent adhérer "volontairement" à l'organisation appelée "Arbeitsdank" (gratitude du travail). Dans les camps du travail déjà on retient sur le salaire en espèces qui est de 25 pfennigs par jour, une cotisation au "Arbeitsdank". Ces cotisations ne permettent qu'une charité minime à l'endroit des anciens membres du service du travail. Ces travailleurs dupés sont par conséquent casés dans la mesure du possible dans l'Aide agricole où ils touchent dans le cas le plus favorable un argent de poche de 8 à 10 marks par mois. Récemment des camps spéciaux du "Arbeitsdank" ont été installés près des auto-strades. Pour 48 heures de travaux de terrassement les jeunes chômeurs reçoivent en mains, après toutes les retenues, 5 marks par semaine. Une somme identique est placée pour eux sur un livret de caisse d'épargne, qui toutefois ne leur est remis que lorsqu'un emploi leur a été trouvé. Un uniforme spécial, la "tenue du Arbeitsdank" a été approuvé pour ces camps. Cet uniforme ne coûte pas moins de 37 marks que le jeune ouvrier doit payer de sa poche. Les dupes de la "gratitude du Travail" ont à payer 30 pfennigs par jour, rien que pour le plaisir de pouvoir porter cet uniforme de réserviste.

Le Dr. Ley détourne 130 millions. (I.T.F.) Jusqu'à présent le Front allemand du travail n'a pas remis de comptes aux ouvriers et employés sur l'emploi des cotisations qu'on leur impose. Ce n'est qu'à l'occasion de certains procès de corruption que les ouvriers apprennent ce qu'on a fait des fonds gérés suivant "le principe du Führer". Au congrès de Nuremberg (septembre 1934) du parti nazi, le Dr. Ley avait fait quelques communications qui toutefois ne pouvaient pas donner une image complète de la gestion financière du Front allemand du travail. A présent, le Dr. Ley a donné enfin (le 8 mars 1935) des renseignements plus détaillés sur les finances du Front du travail, non pas toutefois aux ouvriers allemands mais...aux représentants de la presse bourgeoise étrangère. Or, ces renseignements ont paru si peu dignes de foi ^{même} à l'organe central du parti nazi qu'il a biffé tous les chiffres dans le compte-rendu.

Les objections du "Völkischer Beobachter" sont pleinement justifiées. Les données du Dr. Ley étaient si grossièrement fausses qu'elles ne résistaient même pas à un examen superficiel. Le Dr. Ley indiquait que le Front du travail comptait "plus de 20 millions" de membres; le rédacteur en chef du quotidien du Front du travail compléta ce renseignement en déclarant que cela voulait dire 23 millions. La cotisation moyenne par adhérent est, suivant des renseignements du Dr. Ley, de 1,40 à 1,47 mark par mois. En septembre 1934 (lors du congrès de Nuremberg) cette moyenne était encore, suivant le Dr. Ley, de 1,50 mark. Entretiens les salaires ont été réduits davantage et les travailleurs sont automatiquement descendus dans des classes inférieures de cotisations.

En partant d'une cotisation moyenne de 1,43 mark par mois, on arrive à une recette annuelle en cotisations d'au moins 396 millions. Le Dr. Ley toutefois n'a parlé que de 267 millions "en chiffres ronds"; il a simplement omis de parler de 130 millions! En réalité le Dr. Ley a dissimulé des sommes bien plus importantes. La Société récréative "Kraft durch Freude" touche de la part de nombreuses entreprises des subventions fort élevées. La Société de peignage de laine de Delmenhorst lui verse par exemple une cotisation annuelle de 42.000 marks. Il n'est pas possible de faire une évaluation du montant total des subventions servies par le patronat à cette organisation jaune et à sa société récréative. Seul, le trésorier du parti

dont relèvent depuis le 27 mars 1934 les finances du Front du travail, en connaît probablement le montant exact.

Le Dr. Ley a fait les déclarations suivantes au sujet de l'emploi des 267 millions. On verserait en secours "par an" 80 millions en chiffres ronds", pour les offices d'assistance judiciaire 12 millions, pour les bureaux de consultation sanitaire (consultation raciste etc.) 6 millions, pour "l'apprentissage professionnel" 40 millions (dont 18 millions pour la presse du Front du travail), pour la société récréative "Kraft durch Freude" 20 millions, pour d'autres "buts d'éducation sociale" des permanents du Front du travail "environ" 9 millions et une trentaine de millions en subsides à des entrepreneurs, théâtres etc. Ces chiffres--s'ils sont exacts-- en disent long. Le Front allemand du travail ne protège ni salaires ou traitements, ni conditions de travail; il n'est plus qu'un lourd appareil de prévoyance pour les bonzes et de propagande nazie qui ne verse même plus dans des cas de détresse, des secours suffisants. Il aurait dépensé en secours 80 millions par an. Les syndicats libres qui combattaient pour la défense et l'amélioration des salaires et conditions de travail, payèrent en 1931 à leurs 4.100.000 membres 109 millions en secours, à part quoi les trois principaux syndicats libres d'employés versèrent à leurs 380.000 adhérents encore 7,6 millions. Le degré d'occupation en 1931 était à peu près équivalent à celui de 1934, année des armements allemands.

Le Front du travail a utilisé pour d'autres buts les sommes destinées au secours de ses membres en détresse. Nous avons dit que 30 millions furent dépensés en subsides; 90 à 100 millions, soit 35% du total des dépenses pour lesquelles des comptes sont rendus, ont passé en dépenses administratives. Il est vrai que le Dr. Ley n'a indiqué que 70 millions "en chiffres ronds" comme dépenses administratives, mais les 18 millions payés pour les offices et bureaux de consultation sont en majeure partie des frais de personnel et frais administratifs. Les 40 millions dépensés pour l'apprentissage professionnel comprennent les traitements des innombrables rédacteurs et nombreux enseignants et la société "Kraft durch Freude" engloutit à elle seule plus de 20 millions en frais administratifs. Par excès de prudence nous n'avons inscrit que 25 à 30% de ces 78 millions au compte des dépenses administratives. Il faudrait au fond faire figurer dans cette rubrique les détournements mais il n'y a pas de données sur leur importance et nous ne nous risquons pas à trancher la question de savoir si les 130 millions au sujet desquels le Dr. Ley n'a pas su rendre de comptes ont été détournés dans leur totalité ou seulement en partie. Le jour viendra, où il faudra rendre des comptes.

Dix années de misère...mais par pour tous. (I.T.F.) Le dictateur économique du Troisième Reich, le Dr. Schacht, parlant (le 7 février) dans une réunion d'industriels, a exposé les directives futures de la politique économique (réactionnaires à tel point que le Reich des Kaisers fait figure de paradis): "Nous devons reconnaître qu'il nous (!) faudra renoncer pour 10 ans aux agréments de la vie tels que nous les connaissions avant la guerre."

Pendant dix ans les ouvriers et employés devront dans le paradis national-socialiste se serrer la boucle tandis que les magnats de l'industrie et de la finance continueront à se la couler douce. Dans son numéro du 14 mars 1935, le "Völkischer Beobachter", organe central du parti nazi, dépeint comment les grands seigneurs de l'économie "renoncent aux agréments de la vie". Les sociétés anonymes allemandes sont obligées par la loi de publier, dans leurs rapports annuels, les appointements payés aux membres des conseils de direction et d'administration. On constate dans ces rapports que dans la deuxième année aussi, de communauté populaire nationale-socialiste, de nouveaux directeurs, généralement des Nazis renommés, ont été nommés et qu'on a procédé à des "majorations qui sont en partie considérables". L'organe central nazi constate qu'en 1933 les membres des conseils de direction touchaient ensemble les sommes suivantes:

			Marks.
chez Siemens-Schuckert.....	12	*) personnes	1.065.448
" Scheideanstalt	9	"	937.380
" Ufa (Film).....	6	"	735.121
" Siemens-Halske.....	8	"	717.865
" Commerzbank.....	5	"	699.000

		Marks
chez Mannesmann	6 [*]) personnes	644.590
" Deutsche Bank u. Disconto-Ges.....	9 "	593.637
" Bayer. Hyp.-Wechsel-Bank,	4 "	590.950
" Deutsche Centralboden.....	9 "	585.750
" Accumulatoren Hagen.....	550.446
" Berliner Handelsgesellschaft.....	4 personnes	536.117
" Metallgesellschaft.....	7 "	524.676

Une grande partie des membres des conseils de direction siègent dans plusieurs conseils à la fois et touchent plusieurs fois des appointements énormes.

On se rappelle que les Nazis "combattent" les appointements énormes. Néanmoins le "Völkische Beobachter" doit constater: "Les résultats de 1934 sont peu à peu connus." Ce qu'on déclare jusqu'ici comme appointements aux membres des conseils de direction n'est pas de nature à créer l'opinion qu'il y aurait beaucoup de changé dans ce domaine!

Nous indiquons pour 1934:

		Marks
chez la Grossbank Berliner Handelsgesellschaft	3(!) personnes	473.257!
" " Staatliche Reichskreditgesellschaft...	8 "	542.437
" " Hamburger Hypothekenbank.....	4 "	206.135
" " Berliner Hypothekenbank	3 "	136.401
" " Badische Bank.....	2 "	99.265

Les Nazis avaient promis qu'ils interdiraient les appointements formidables. Ils auraient le pouvoir de tenir parole. Mais la réalité du Troisième Reich, décrite par le "Völkische Beobachter", n'est pas "de nature à créer l'opinion qu'il y aurait beaucoup de changé".

Le journal termine son article avec amertume: "Il est beau, le système de lutte contre le chômage de la part du national-socialisme! En effet, ce système est beau pour les industriels et les banquiers; pour les travailleurs, et d'autant plus pour les victimes de la bataille du travail, les chômeurs, il n'est pas aussi beau. Un chômeur qui avait refusé d'accepter du travail "à raison du logement gratuit et de 4 marks par semaine" a été privé de l'allocation (à Mühlhausen-Thuringe). En Bavière (à Ratisbonne) un ouvrier qui avait refusé de continuer le travail à des conditions plus mauvaises et avait ainsi perdu son emploi "par sa propre faute" a été transporté au camp de concentration de Dachau. Dans le Wurtemberg (à Stuttgart) un ébéniste, père de famille, qui avait refusé de se laisser interner dans un camp de concentration spécial pour chômeurs a été condamné à 5 semaines de prison. De plus en plus fréquemment, les journaux allemands mentionnent "dans des buts pédagogiques" les cas de chômeurs envoyés dans un camp de concentration ou en prison. Là on leur apprend à "renoncer aux agréments de la vie" afin que les dominateurs du Troisième Reich n'aient pas besoin d'y renoncer.

* Les renseignements concernant le nombre des membres des conseils de direction ont été empruntés au "Handbuch der deutschen Aktiengesellschaften".

Le samedi fasciste. (I.T.F.) Le grand Conseil fasciste italien a recommandé aux entreprises d'organiser le travail de telle sorte que le samedi après-midi soit libre. Or, tous les ouvriers et employés capables de porter les armes sont contraints de participer, cet après-midi "libre", à des exercices militaires. Jusqu'à présent, le samedi après-midi libre était désigné en Italie par le nom de "samedi anglais", actuellement on l'a baptisé "samedi fasciste". Il y avait de quoi!

Deux années de dictature "chrétienne". (I.T.F.) En mars 1933 le gouvernement chrétien de Dollfuss avait, par un coup d'Etat éliminé le Parlement, en février 1934 il avait tiré avec des canons sur les travailleurs. La statistique nous communique froidement les résultats de ces initiatives: recul considérable du nombre des ouvriers occupés. Suivant la statistique des Caisses d'assurance-maladie, il y avait en moyenne annuelle à Vienne: en 1932: 485.000 ouvriers occupés, en 1933: 445.000 et en 1934 seulement 439.000. Le nombre des ouvriers occupés à Vienne a baissé pendant la dictature de 9,5%.

En 1932 encore, on payait en moyenne à Vienne 112 millions de schillings en salaires et traitements, en 1933 seulement 95 millions et en 1934, après l'anéantissement des syndicats, seulement 89 millions. Le revenu du travail des ouvriers et employés viennois a baissé

pendant la dictature de 20%.

Deux poids et deux mesures. (I.T.F.) Dans l'Italie fasciste, les leaders et organes exécutifs des organisations ouvrières obligatoires sont nommés par le gouvernement; les travailleurs n'ont aucun moyen d'exercer de l'influence sur les décisions qu'on prend. Les employeurs par contre désignent eux-mêmes les organes exécutifs de leurs groupements; ils peuvent tenir des réunions et prendre des décisions. Conformément à l'exemple italien, la dictature autrichienne nomme tous les permanents détenant des fonctions importantes dans la Fédération des syndicats. Les modifications aux statuts et la gestion financière ont besoin de l'approbation expresse du ministre de la Prévoyance sociale qui a un droit de veto sur pas moins de 15 points. L'association des industriels autrichiens a toutefois obtenu en février 1935 une autonomie complète, sur laquelle la surveillance du ministre n'est que pour la forme. Pour une période de transition seulement, la dictature s'est réservé certains droits quant à l'occupation des fonctions dirigeantes, cela afin de pouvoir empêcher l'influence des Nazis.

La police autrichienne s'énerve. (I.T.F.) La police autrichienne cherche à intimider ceux qui oeuvrent illégalement pour la reconstitution des syndicats libres par l'arrestation d'otages. Dans sa nervosité, elle procède sans aucun discernement à des arrestations qui plus d'une fois frappent des fascistes "bien-pensants". L'organe du syndicat fasciste des travailleurs du cuir constate avec tristesse: "On voit toujours à nouveau que ce sont en première ligne des hommes innocents qui depuis l'existence de la Fédération des syndicats (fasciste Réd.) ont bravement et sincèrement fourni leur concours... qui sont mis en danger et sont même préjudiciés par l'activité illégale. Il est logique que dans des cas de ce genre, les autorités demandent en premier lieu des comptes à l'homme de confiance de l'entreprise ou du service en cause".

Il est également logique que le traitement charitable de la part des organes de la dictature ouvre les yeux à plus d'un brave partisan. C'est cela qui ennuie le plus.

La corruption à Dantzig. (I.T.F.) Les Nazis de Dantzig rivalisent non sans succès avec le Troisième Reich en ce qui concerne la corruption. Il ne passe guère de semaine sans qu'un nouveau cas de corruption ne devienne connu. Avec cela, seuls les cas qu'il n'y a plus moyen de dissimuler, paraissent devant le juge. Tout récemment, le "conseil de confiance" d'une maison assez importante d'expédition de bois a dû être condamné à deux ans de prison. Il avait détourné 8.000 florins dantziens au bureau de bienfaisance.

Une grande partie des ouvriers du bois de la Vistule dans l'Etat national-socialiste de Dantzig sont en chômage partiel et gagnent encore moins que le montant du secours de bienfaisance. Le bureau paie alors la différence entre le revenu et le taux de base du secours. Le conseil de confiance encaissait cette différence au bureau de bienfaisance, mais il maquillait les listes et se faisait payer la différence pour un nombre bien plus grand d'ouvriers que la maison en question n'occupait en réalité. L'argent passait, selon l'exemple des "Führer" nazis, en excursions en auto et en beuveries.

A présent ce digne "conseil de confiance" peut continuer en prison sa propagande pour le national-socialisme.

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME .

Comme il y a trente ans. (I.T.F.) Nous lisons dans "Das Signal", l'organe de l'organisation illégale syndicaliste des cheminots et travailleurs des transports autrichiens: "Les entreprises d'auto-taxis de Vienne ont dénoncé le contrat collectif conclu avec leurs salariés afin de se débarrasser de la clause essentielle du contrat: le salaire garanti de 36 schillings pour 6 jours de travail. Le conseil du personnel (qui n'est plus composé désormais que de membres nommés par les autorités) était allé jusqu'à vouloir prendre à sa charge une partie des frais de la réclame à faire pour activer l'industrie, mais le patronat, maintenant son refus de signer un nouveau contrat, soumet à signer aux chauffeurs des "feuilles de service" suivant lesquelles ils ont droit à 21 ou 24 et dans les entreprises importantes à 27 schillings de salaire garanti pour 6 jours de travail. Le salaire garanti a donc été réduit de 25 à 40%.

Ces mêmes "feuilles de service" sont également présentées par les librairies à Vienne à leur personnel. Ni le syndicat unique, ni le conseil du personnel ne sont en mesure d'imposer des négociations. Les employés et ouvriers sont livrés à l'arbitraire de leur patron et doivent accepter les salaires qu'il leur fixe. On sait cependant qu'il n'y a plus en Autriche de classes ni d'opposition entre les classes...

La journée de huit heures ou la semaine de 48 heures n'existe plus pour les camionneurs viennois. Comme il y a 30 ans, les journées de travail allant de 5 heures du matin à 8 ou 9 heures du soir sont à règle. Quand tout va bien on paie le salaire du contrat, mais souvent encore moins....

La Société de navigation danubienne a privé ses salariés, par une "légère modification de l'article 115 du règlement de service, de leur statut. A l'avenir un employé ou agent, même titularisé, pourra être congédié si "à la suite de simplification administrative ou de rendement insuffisant on peut se passer de ses services". De pareilles dispositions sont promulguées, n'en déplaise au Syndicat unique et aux représentants du personnel, bien qu'elles permettent de congédier tout employé sans autre forme de procès. Avec cela la société projette de nouvelles charges pour son personnel et de nouveaux avilissements des conditions sans accorder aucune garantie pour la stabilité de l'emploi.

Ils sont beaux ces "succès" remportés par la nouvelle orientation qui "promet" chaque jour aux travailleurs que leurs droits restent garantis. - Les promesses restent des promesses! "

Une réunion qui tournait mal. (I.T.F.) La misère des ouvriers des ports de l'Etat libre de Dantzig est très grave. Les 1.800 dockers ne travaillent plus, dans le cas le plus favorable, que 8 à 10 jours par mois, mais les Nazis ont réduit au minimum le secours complémentaire du bureau de bienfaisance, institué sur l'initiative des syndicats. L'état d'esprit parmi les dockers n'est pas favorable aux Nazis ainsi que le prouvent les récentes élections au conseil de la Caisse d'assurance-maladie du port.

Le Parlement dantzigois a été dissous et le 7 avril il y aura des élections. C'est pourquoi les Nazis font soudainement la cour aux travailleurs. Le Front du travail a convoqué une assemblée de dockers qui, contrairement à la coutume, serait contradictoire. Le chef du Front allemand du travail, en même temps Commissaire au travail, chanta les louanges de la communauté populaire et tonna contre la solidarité internationale. Les syndicats libres avaient en 1926 appuyé la grève des mineurs anglais mais les ouvriers du port de Dantzig n'en avaient jamais retiré aucun avantage. Il y eut une pluie d'interruptions disant que les Anglais avaient à leur tour aussi, aidé leurs camarades dantzigois. L'orateur nerveux, voulut détourner le débat et promit de payer l'argent du voyage à ceux qui voudraient émigrer. Lorsque toutefois, un ouvrier s'annonça pour quitter Dantzige et réclama l'argent, il ne voulut rien payer. Le tumulte devint tel que le président hurla aux ouvriers qu'ils "la ferment". Les ouvriers ne manquèrent pas de répliquer et on n'osa pas clore l'assemblée par les chants nazis coutumiers.